



Shimon Peres, né **Szymon Perski** le 2 août 1923 à **Wiśniew** (en Pologne à l'époque, actuellement **Vishnyeva** en Biélorussie), est un homme d'État israélien, président de l'État d'Israël du 15 juillet 2007 au 24 juillet 2014. Il meurt le 28 septembre 2016 à l'âge de 93 ans des suites d'un accident vasculaire cérébral.

L'enterrement aura lieu vendredi 30 septembre 2016

Après une carrière diplomatique entamée après la Guerre d'indépendance israélienne, il devient un haut-fonctionnaire au service du gouvernement israélien comme directeur adjoint, puis directeur général du ministère de la

Défense entre 1953 et 1959. Après cette période, il commence une longue carrière politique qui le mène, à trois reprises, au poste de Premier ministre.

Successivement membre du Mapaï, du Rafi, de l'Alignement, du Parti travailliste et de Kadima, il siège comme ministre au sein de douze gouvernements, ce qui lui confère une longévité inédite. Très respecté à l'étranger, Shimon Peres a reçu, avec Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, le prix Nobel de la paix 1994 pour sa participation aux pourparlers de paix avec les Palestiniens qui menèrent aux accords d'Oslo.

Soutenu par Kadima, il est largement élu à la présidence de l'État d'Israël à l'issue de l'élection présidentielle du 13 juin 2007, devenant ainsi le premier ancien chef du gouvernement désigné chef de l'État dans l'histoire d'Israël. Il prête serment le 15 juillet 2007 pour un mandat de sept ans à l'issue duquel, en 2014, il met un terme à sa carrière politique, alors âgé de 90 ans.

Depuis la mort de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon, survenue le 11 janvier 2014, Shimon Peres est le dernier père fondateur de l'État d'Israël vivant à ce jour. **A suivre**

De la Pologne à Israël

La famille de Szymon Perski émigre vers Tel Aviv en 1934, alors que ce dernier est âgé de 11 ans. Celui-ci suit des études à l'école de Geula de Tel Aviv, puis à l'école agricole de Ben-Shemen.

En 1947, Shimon Peres s'enrôle dans la Haganah, prédécesseur de l'Armée de défense d'Israël, dont il devient un dirigeant.

Il est nommé, en 1953, directeur général du ministère de la Défense, quatre ans après sa rencontre avec le Premier ministre David Ben Gourion. À cette fonction, il s'implique particulièrement dans l'achat d'armes pour le jeune État d'Israël, ce qui contribue à en faire la 6^e puissance atomique mondiale.

Il se rend en France en 1954 et fait la rencontre d'Abel Thomas, directeur général du ministère de l'Intérieur, qui lui présente Maurice Bourgès-Maunoury. Ensemble, ils mettent en place une coopération entre les services de renseignements dans la lutte contre l'ennemi commun égyptien, accusé par la France de soutenir les indépendantistes algériens. En 1956, Bourgès-Maunoury devient ministre de la Défense dans le gouvernement Guy Mollet. Une étroite coopération franco-israélienne s'amorce. Les efforts de Peres sont efficaces et il réussit à acquérir, auprès de la France, le premier réacteur nucléaire de Dimona et, auprès de l'avionneur français Marcel Dassault, le Mirage III, un avion de combat à réaction.

Da

Vie privée

En 1945, Shimon Peres épouse Sonya Gelman, née en 1923 et morte en 2011 ; de cette union naissent trois enfants : une fille, Himara Walden-Peres, linguiste, et deux fils, Yoni et Chemi, président de Pitango, une importante société israélienne de capital risque.

Le 13 septembre 2016, après une rencontre avec des dirigeants de la techniques de pointe israélienne et 23 années jour pour jour après la signature des accords d'Oslo, Shimon Peres est victime d'un accident vasculaire cérébral majeur qui le laisse dans un état critique.

Shimon Peres est le cousin germain de Lauren Bacall, né Betty Joan Perske, l'actrice américaine de cinéma hollywoodien.

Carrière politique

En 1959, il est élu pour la première fois député à la Knesset, le Parlement israélien, sur la liste Mapai (composante du Parti travailliste). Il est constamment réélu depuis.

Shimon Peres est vice-ministre de la Défense de 1959 à 1965, au moment de son implication dans l'affaire Lavon avec Moshe Dayan. Avec celui-ci, il quitte le Mapai de David Ben Gourion pour former un nouveau parti, le Rafi, qui se réconcilie avec le Mapai en 1968.

En 1969, Peres est à nouveau nommé ministre et, en 1970, il devient ministre de l'Immigration, des Transports et des Communications. Après avoir été brièvement ministre de l'Information, il est nommé ministre de la Défense dans le gouvernement d'Yitzhak Rabin, de 1974 à 1977.

Bien qu'il n'ait jamais mené son parti à une victoire aux élections, Shimon Peres a assumé, à trois reprises, la charge de Premier ministre.

Devenu chef du Parti travailliste, il occupe cette fonction par intérim, d'avril à juin 1977, à la suite de la démission d'Yitzhak Rabin. Mais la gauche perd les élections législatives cette année là, et Shimon Peres devient le chef de l'opposition jusqu'en 1984.

Il redevient Premier ministre en septembre 1984, à la tête d'un gouvernement de coalition avec le Likoud. Dans le cadre d'un accord avec Yitzhak Shamir, il cède comme prévu sa place à ce dernier, en octobre 1986. Il occupe alors la fonction de vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1988. À ce poste, il tente en vain de trouver une solution à la question palestinienne, conjointement avec la Jordanie.

Ministre des Finances au sein d'un nouveau cabinet de coalition, Shimon Peres retourne dans l'opposition de 1990 à 1992. Cette même année, battu par Yitzhak Rabin à la direction du Parti travailliste, il est de nouveau nommé ministre des Affaires étrangères, et se bat en faveur de négociations sur l'avenir des territoires occupés, avec l'OLP de Yasser Arafat. En 1993, Shimon Peres est l'un des artisans des accords d'Oslo. Cela lui vaut, l'année suivante, de se voir décerner le prix Nobel de la paix, avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat.

Quelques minutes avant l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, Shimon Peres se trouve aux côtés de ce dernier. Alors qu'Yigal Amir s'apprête à les abattre tous les deux, le Premier ministre retourne remercier les organisateurs de la manifestation en faveur du processus de paix israélo-palestinien, tandis que Peres, hésitant, décide finalement de partir. Yigal Amir se résout à lui laisser la vie sauve, et conserve ses munitions pour Yitzhak Rabin.

À la suite de cette mort brutale, Peres redevient Premier ministre et réaffirme sa volonté de poursuivre le processus de paix. Il décide d'avancer de six mois les élections qui doivent désigner le Premier ministre israélien au suffrage universel par les citoyens. Pendant la campagne électorale, pendant qu'il cumule le rôle de Premier ministre et celui de Ministre de la Défense, il lance l'opération militaire "Raisins de la colère" dans le Sud du Liban. Le bombardement de Cana, où 106 civils qui s'étaient abrités auprès de la FINUL moururent sous les bombardements israéliens, met un terme à l'opération. L'image de Shimon Peres est fortement endommagée à l'étranger, mais l'impact national est également important [9](#) . Les semaines précédant l'élection, la cote de popularité de Shimon Peres s'effondre. Son adversaire Benyamin Netanyahu met alors l'accent sur le mauvais bilan des travaillistes en matière de sécurité. Le 29 mai 1996, le Premier ministre sortant est battu de justesse par le candidat du Likoud, qui recueille 50,5 % des voix. Pour beaucoup, cet échec signe le glas de sa carrière politique.

Shimon Peres continue d'agir en tant qu'« ambassadeur » non officiel d'Israël, grâce au prestige et au respect dont il jouit dans l'opinion publique internationale et dans les cercles

diplomatiques. Il s'efforce de contrecarrer l'activité de propagande des cercles internationaux pro-palestiniens. L'année de sa défaite, le président de la Confédération suisse, Jean-Pascal Delamuraz, lui décerne le « prix de la fondation » lors du forum de Crans-Montana. En 1997, il fonde le « Centre Peres pour la paix », et reste un défenseur résolu des accords d'Oslo et de l'autorité palestinienne, en dépit des deux Intifadas.

Nommé ministre de la Coopération régionale par Ehud Barak le 6 juillet 1999, il subit un nouvel échec personnel lors de l'élection présidentielle de 2000, lorsqu'il est battu, à la surprise générale, par Moshe Katsav. Contre toute attente, il accepte la fonction de vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Ariel Sharon. Shimon Peres défend le droit pour Israël à une politique de sécurité, répond aux critiques internationales contre la « barrière de sécurité » élevée par l'État israélien. Il soutient la politique d'Ariel Sharon dans sa volonté d'utiliser les forces armées israéliennes pour contrecarrer la « guerre de la terreur », engendrée par les nombreux palestiniens transformés en bombes humaines, et pour déraciner l'infrastructure politique et militaire de la « résistance » palestinienne et de ses réseaux terroristes. Il qualifia toutefois l'assassinat, en juillet 2002, de Salah Shehadeh (Hamas), de « tragédie », en raison de l'importance des pertes civiles lors de ce bombardement. Il a très longtemps tardé à admettre l'idée d'un État palestinien souverain et ne reconnaît pas le fait de l'occupation israélienne, restant sur la position officielle (« territoires disputés »), ni l'idée d'un retrait de la totalité des territoires. Il prend position en faveur de la guerre d'Irak de 2003, lors du Forum économique de Davos, où il déclare, notamment, que « la guerre contre le terrorisme commence par Saddam Hussein », et que la guerre en Irak « serait une très bonne chose pour la reprise de l'économie mondiale ».

Du Parti travailliste à Kadima

En 2005, Shimon Peres est battu à l'élection interne du Parti travailliste, qui désigne Amir Peretz comme son nouveau dirigeant. Celui-ci précipite des élections législatives anticipées, en annonçant le départ des travaillistes du gouvernement Sharon.

Le 5 janvier 2006, moins de 24 heures après l'hospitalisation du Premier ministre Ariel Sharon à la suite d'une hémorragie cérébrale, un des responsables de Kadima affirme sous certaines conditions que Shimon Peres devrait être nommé Premier ministre. Mais celui-ci annonce sur Aroutz 1, le 9 janvier, qu'il n'a pas l'intention de redevenir Premier ministre, même si cela lui était proposé. En revanche, il devient le numéro 2 (derrière Ehud Olmert) de Kadima, nouveau parti à vocation centriste créé par Sharon en vue des élections anticipées de mars 2006. Le 15 janvier 2006, il démissionne de son poste de député pour lever les obstacles juridiques à la poursuite de sa carrière au sein de son nouveau parti.

Après la victoire de Kadima, il devient vice-Premier ministre du gouvernement de coalition qu'Ehud Olmert forme avec les travaillistes. Il a également le portefeuille de ministre du Développement régional chargé de la Galilée et du désert du Néguev.

Candidat à l'élection présidentielle de 2007, il arrive en tête du premier tour à la Knesset le 13 juin en obtenant 58 voix contre 37 pour Reuven Rivlin, le candidat du Likoud et 21 pour Colette Avital, présentée par le Parti travailliste. Aucun des trois candidats n'atteignant la majorité absolue de 61 voix requise pour être élu dès le premier tour, un second tour a lieu le même jour. Dès l'annonce des résultats du premier tour, ses deux concurrents se retirent de la course et déclarent leur soutien à Peres, lui laissant la voie libre. Il est élu président par 86 voix contre 23 .

Le 15 juillet 2007, Shimon Peres est investi président de l'État d'Israël après avoir prêté serment devant les membres de la Knesset pour un septennat. Il succède à Moshe Katsav, qui l'avait battu sept ans plus tôt, lors du précédent scrutin présidentiel. Le nouveau chef de l'État doit alors restaurer le prestige de la fonction du président de l'État d'Israël, mis en cause par des scandales de mœurs impliquant l'ex-président Katsav.

Le 13 novembre 2007, Shimon Peres est le premier dirigeant l'État d'Israël à prononcer un discours devant la Grande assemblée nationale de Turquie.

En novembre 2008, le président Peres reçoit, des mains de la reine Élisabeth II, les insignes de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George lors d'une cérémonie organisée au palais de Buckingham, à Londres. Lors de la cérémonie, le chef de l'État israélien s'est dit « très ému de

recevoir, en tant qu'émissaire d'Israël, un tel honneur ».

En janvier 2009, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, Shimon Peres et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan ont une violente discussion autour de l'intervention israélienne à Gaza. Le chef du gouvernement turc, énervé, déclare qu'il se « souvient très bien de ces enfants qui sont morts sur la plage ». Le président israélien réplique alors qu'il « faut savoir se mettre à la place des autres : que feriez-vous si des dizaines, des centaines de roquettes s'abattaient sur Istanbul ? ». Erdoğan décide alors de prendre ses affaires et de quitter le débat. Acclamé par ses partisans de l'AKP qui voient en lui un héros, l'opposition turque rappelle cependant que l'État d'Israël reste un allié et que le Premier ministre Erdoğan a manqué de respect à un prix Nobel de la paix.

Le 18 février 2009, Shimon Peres entame des consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement. Dès lors, il se dit favorable à une grande coalition. Le 24 février, il ouvre la 18^e Knesset. Le 20 mars, Peres rencontre au Beit HaNassi, la résidence présidentielle, le vainqueur désigné des élections législatives, Benyamin Netanyahu et le charge de former un gouvernement. Le 31 mars, Netanyahu est nommé Premier ministre et est investi le lendemain par la Knesset.